



# Capacités Afrique

**BULLETIN**

NUMÉRO 10 | JUILLET - AOÛT 2015

**Dans ce numéro:** Le COMESA tient son premier forum annuel sur la recherche | Le renforcement des capacités, clé de l'intégration régionale | Les interventions de l'ACBF bénéficient aux efforts d'amélioration de la gouvernance locale | L'ACBF forme les bénéficiaires de subventions sur les principes de passation de marchés en vue d'améliorer la gestion des subventions | Le RICA 2015 traitera des capacités de mobilisation des ressources intérieures | Événements



## Le Mot du Secrétaire Exécutif

### Chers amis,

Bienvenue à la dixième édition de Capacités Afrique. La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) croit en une Afrique capable de réaliser son propre développement. En septembre, les Objectifs de développement durable (ODD) devront être adoptés par les chefs d'État lors de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) à New York. L'objectif de la réunion sera d'adopter un ensemble de 17 objectifs qui visent à faire progresser le travail mis en branle par les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en intensifiant les mesures d'autonomisation des personnes les plus pauvres et les plus difficiles à atteindre. Aucun de ces objectifs ne sera atteint tant que l'Afrique n'aura pas les moyens financiers de promouvoir ses programmes de développement. Il est donc

crucial pour les pays africains de garantir des capacités accrues de mobilisation des ressources intérieures (MRI) afin d'atteindre les ODD.

Les premiers résultats des études de cas menées par l'ACBF montrent que le niveau de collecte des impôts en Afrique augmente de façon significative après la mise en place des bureaux nationaux des recettes, qui sont chargés de professionnaliser, accélérer et améliorer l'efficacité de l'administration fiscale dans les pays où ils opèrent. L'appui politique et l'acceptation par la population des initiatives de renforcement des capacités de MRI sont essentiels à des réformes fiscales réussies, ce qui peut contribuer à rendre l'Afrique capable de financer son propre développement. Dans cette édition, nous examinerons comment l'ACBF prend les mesures nécessaires pour appuyer les efforts nationaux et continentaux pour la meilleure façon de mobiliser des ressources nationales et la façon d'aborder les contraintes sur la MRI.

L'intégration régionale a été une préoccupation prioritaire de l'ACBF et de certaines de ses interventions régionales au cours des 24 dernières

années. Malgré un grand nombre de mesures prises pour favoriser l'intégration régionale, de nombreux protocoles signés à cet effet demeurent lettre morte, en raison des capacités de mise en œuvre inefficaces et inadéquates. Dans certaines communautés économiques régionales (CER) où les capacités existent, elles ne sont ni utilisées de façon optimale ni suffisamment entretenues. Les dirigeants africains doivent écouter et collaborer avec les institutions de renforcement des capacités, contribuer financièrement à des programmes, projets et institutions de renforcement des

capacités pour assurer l'appropriation et la viabilité et appuyer la mobilisation de l'appui financier en faveur du développement de stratégies de renforcement des capacités nationales.

De même qu'avec les questions précédentes, l'ACBF cherche à vous informer sur les initiatives de renforcement des capacités et les moyens par lesquels l'Afrique progresser dans la croissance économique et l'amélioration des moyens de subsistance sur le continent. Bonne lecture.

## RÉSULTATS

### **Le COMESA tient son premier forum annuel sur la recherche**

Le premier Forum annuel de recherche du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA) a eu lieu du 10 au 14 août 2015 à l'Hôtel Laico Lake Victoria à Entebbe (Ouganda). Le forum de recherche a été organisé par le Secrétariat du COMESA dans le cadre du Projet pour le renforcement des capacités d'analyse et de recherche en politiques économiques et commerciales, appuyé par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF). Le forum a réuni des décideurs politiques, des universitaires et le secteur privé des États membres du COMESA. Un certain nombre d'universités (13) a été représenté à la fois dans le forum de recherche et lors de la discussion sur la création de l'Université virtuelle du COMESA pour mettre en œuvre des programmes de troisième cycle dans l'intégration régionale conformément aux directives de la 34<sup>e</sup> réunion du Conseil tenue à Addis-Abeba, en Ethiopie. Étaient présents les États membres suivants : le Burundi, les Comores, Djibouti, la République démocratique du Congo, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, les Seychelles, le Swaziland, le Rwanda, le Soudan, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

Au total, huit communications ont été présentées et discutées en profondeur lors du forum pour donner une implication politique claire en vue de guider la réalisation de l'intégration régionale

au sein de l'espace COMESA. Elles couvraient des domaines divers tels que l'effet de l'aide à la facilitation du commerce sur les exportations du Kenya vers les pays du COMESA, l'impact des Mesures du Kenya pour la protection du sucre en faveur des producteurs de sucre sous le Régime de commerce du COMESA, l'inclusion financière, les TIC et le commerce intra-régional au sein du COMESA; le suivi du commerce transfrontalier informel en Afrique orientale et australe, la pêche au thon dans la partie occidentale de l'océan Indien: rôle du COMESA, l'interdépendance des marchés boursiers et des marchés de change au sein du COMESA; une proposition de programme de croissance transformationnelle et inclusive pour les États membres du COMESA et d'une politique fiscale de mobilisation des ressources intérieures dans la région du COMESA.

Le forum a été conclu par un point culminant sur les domaines thématiques de recherche que les think tanks régionaux, les universités et les décideurs politiques doivent analyser en priorité.

La mise en place d'un programme virtuel de troisième cycle en intégration régionale a été convenue. Elle débutera avec le programme de diplôme de maîtrise parmi les universités qui ont été représentées au Forum et celles que le COMESA aura choisies selon ses critères. Il serait rendu opérationnel à travers un cadre de collaboration avec une université hôte et d'autres collaboratrices. Le programme offrira aux étudiants des compétences pratiques pour appuyer les négociations commerciales et pour renforcer le processus d'intégration régionale.

Les participants ont apprécié l'importance du forum annuel de recherche et ont souligné la nécessité de l'organiser annuellement.

## ARTICLE DE FOND

### **Le renforcement des capacités, clé de l'intégration régionale**

Contribution ponctuelle de Benoît Musengele, analyste principal des politiques au Secrétariat du COMESA

Renforcer les capacités des pays en développement en Afrique sub-saharienne (SSA) dans l'intégration du commerce régional est d'une importance cruciale, tant pour ces pays eux-mêmes que pour leurs partenaires commerciaux et de développement, en particulier en ce qui concerne un certain nombre de développements commerciaux internationaux, lesquels ne sont pas statiques.

Il y a un certain nombre de facteurs qui expliquent au niveau des pays l'utilisation réussie ou ratée des initiatives commerciales régionales et internationales comme mécanismes d'amélioration de la croissance économique et de réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne. Ceux-ci comprennent, entre autres, la capacité limitée des ressources humaines de traduire des obligations ordinaires en politiques nationales ainsi que des ressources financières limitées quant à la mise en œuvre des engagements pris au niveau régional ou international.

Par conséquent, multiplier les initiatives de renforcement des capacités pour les pays en développement et les institutions de coordination régionale est productif en termes de renforcement de leur capacité à identifier de manière critique les intérêts commerciaux spécifiques de la région ou du pays, à la lumière de la stratégie globale de développement; intégrer les engagements régionaux et traduire leurs intérêts dans les politiques nationales et les objectifs de négociation. Toutefois, cela suppose le renforcement des capacités humaines et institutionnelles en termes de fournir un soutien financier aux ministères du

Commerce et de l'Industrie, des Finances et de la planification et d'autres ministères concernés, les ministères et organismes responsables de la mise en œuvre des engagements commerciaux régionaux et les questions connexes.

De même, le renforcement des capacités est nécessaire pour les organes de coordination régionaux chargés de coordonner la mise en œuvre des engagements régionaux par les pays membres. Renforcer les capacités techniques du personnel de ces institutions renforce leur leadership stratégique dans l'extension des conseils techniques aux pays membres en particulier en ce qui concerne l'analyse des politiques et la prise de décisions politiques stratégiques. Par exemple, dans le cas du COMESA, il y a eu un retard dans la mise en œuvre de la Zone de libre-échange (ZLE) auprès de certains Etats membres, ce qui a conduit à la prolongation du délai d'application de l'Union douanière et du Marché commun. Les Etats membres ont souvent demandé l'assistance technique du Secrétariat pour contribuer à élaborer des instruments pour l'intégration et le suivi rapide des engagements de mise en œuvre.

Cependant, fournir des conseils techniques aux États membres nécessite des compétences accrues et des ressources financières pour fournir une formation ou entreprendre une analyse empirique aboutissant à une orientation politique fondée sur des preuves. Cependant, cela nécessite une unité spécialisée au sein de la structure des institutions de coordination. L'unité spécialisée traitera exclusivement des questions d'assistance technique aux Etats membres dans l'intégration et l'harmonisation des engagements régionaux et des réformes dans les politiques nationales, et appuiera les Etats membres dans les négociations commerciales au niveau bilatéral ou régional en entreprenant une analyse empirique.

Il est nécessaire de créer des forums régionaux où les CER, les ministères, les universités et le secteur privé peuvent se réunir et délibérer sur des questions pertinentes d'intégration régionale. Cela pourrait prendre la forme de forums annuels de recherche défendus par les CER. Cela permettra de s'assurer que l'approche triple-hélice soit inscrite dans l'agenda d'intégration régionale.

Dans le cas du COMESA, l'Union douanière a été lancée en 2009. Son Secrétariat est appelé à jouer le rôle de coordinateur des politiques et à fournir une assistance technique. Toutefois, le Secrétariat manque de capacités et de personnel technique pour s'acquitter efficacement de cette charge. Cela est en partie attribuable à :

Les capacités limitées dans la politique commerciale et la recherche appliquée: L'enquête sur les besoins capacitaires des communautés économiques régionales d'Afrique, commandée par l'ACBF et finalisée en 2008, a révélé notamment que le Secrétariat a connu de graves contraintes de capacités à entreprendre des recherches en politique appliquée et en planification qui permettraient d'analyser l'impact des questions émergentes et de planifier des réponses appropriées. L'enquête a donc identifié la nécessité d'établir des mécanismes centraux de planification et de recherche pour la préparation, la mise en œuvre, la coordination et le suivi efficaces des programmes et projets régionaux. L'enquête a proposé qu'une unité à perspective interdisciplinaire et tenue par un pool d'experts soit mise en place. L'unité devra servir de think tank de politiques pour le COMESA.

L'insuffisance des prises de décisions basées sur les preuves et du suivi de l'impact des politiques: En outre, les statistiques de qualité et harmonisées des comptes nationaux sont nécessaires pour informer la recherche et l'analyse politique qui rentrent dans la mise en œuvre des programmes d'intégration régionale. Actuellement, le Secrétariat attend encore d'être équipé de directives méthodologiques nécessaires à la collecte de données telles que le système normalisé de comptabilité nationale. Il est nécessaire de développer ces outils à utiliser dans l'analyse des politiques au Secrétariat et dans la région.

Le Secrétariat, cependant, a reçu l'appui de la Fondation. L'appui de l'ACBF dans l'établissement d'une équipe de recherche fonctionnelle, une première en son genre au COMESA, est en pleine opération et contribue activement à l'analyse empirique de la politique commerciale et des

questions connexes ainsi que la coordination des informations de recherche pour alimenter les délibérations des comités, conseils et autres organes du COMESA.

L'importance de l'unité de recherche a été très appréciée durant les réunions des organes directeurs et au sommet du COMESA tenues à Addis-Abeba en Ethiopie en mars 2015. Le Conseil des ministres a noté l'importance de l'unité de recherche, qui fournit des recherches en politiques fondées sur des preuves. Cependant, l'on a relevé la nécessité d'un plan de développement durable pour garantir le maintien de l'unité une fois que les fonds de la subvention auront été épuisés dans le cadre de la restructuration du Secrétariat du COMESA. L'unité de recherche devra travailler en collaboration avec les décideurs politiques.

L'équipe de recherche, en collaboration avec l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), a organisé une formation sur l'analyse de la politique commerciale au moyen de points de vue économétriques à Nairobi (Kenya) du 3 au 7 novembre 2014. L'IDEP a fourni les animateurs principaux, préparé les manuels et certificats de formation. La formation a été très fructueuse pour les participants qui provenaient des ministères de coordination du COMESA et ils ont l'ont appréciée. En fait, l'on a remarqué que la majorité des experts de politique commerciale des États membres ne maîtrisaient pas les différents logiciels et techniques d'analyse de politique commerciale. Pour remédier à ce problème, ils ont demandé que les formations soient offertes en continu et régulièrement. Le partenariat avec l'IDEP, qui est le premier institut africain de formation en analyse des politiques, a fait de la formation une grande réussite.

En juillet 2015, le projet en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a organisé une formation en analyse de politique commerciale centrée sur l'équilibre général calculable. Il y avait 60 participants en provenance des pays membres du COMESA, du Secrétariat et de la CEA. La formation a équipé les participants en compétences pratiques dans les estimations de fonctionnement tels que l'avantage comparatif révélé (ACR), la diversification des

exportations et la concentration du marché. De même, l'estimation du modèle EGC a été appliquée sur le Projet d'analyse du commerce global (GTAP), l'outil d'analyse et de simulation tarifaire pour les économistes (TASTE) et la Micro-simulation. Les participants ont également été introduits à l'analyse à posteriori au moyen du modèle gravitationnel (modèle économétrique). L'application du modèle d'équilibre général contenait une synthèse d'illustration théorique, de construction de modèles, des scénarios, l'analyse et l'interprétation des résultats et l'incidence sur les décisions de politiques commerciales des États membres au niveau de la zone de libre-échange, de l'union douanière et de la zone de libre-échange continentale.

Les études brillantes menées par l'équipe du projet ont été basées sur les directives du Sommet de février 2014. Ce sont des « potentiels de commerce intra-COMESA » qui ont révélé que le COMESA a un potentiel de commerce intra-régional de 96,7 milliards US\$.

## PARTENARIATS

### **Les interventions de l'ACBF bénéficient aux efforts d'amélioration de la gouvernance locale**

La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique a accru l'efficacité de la gouvernance locale en Afrique grâce à son appui au Centre International pour la Formation des Autorités Locales (CIFAL), un réseau de gouvernance.

Le CIFAL, une initiative visant à améliorer l'efficacité de la gouvernance locale dans les pays africains, a joué un rôle dans la promotion du partage des connaissances et du développement des compétences des fonctionnaires d'administrations locales dans les villes africaines. Les Centres africains CIFAL (CIFAL-Ouagadougou et CIFAL-Durban) ont été créés en 2003 dans le cadre d'un réseau mondial de centres de formation pour les dirigeants et les administrateurs locaux en vue d'améliorer la gouvernance décentralisée et locale.

À ce jour, plusieurs centres CIFAL ont été établis dans le monde entier pour encourager

la coopération de ville à ville. Ils ont contribué à accroître les connaissances des citoyens dans la promotion et la sensibilisation sur les questions telles que l'amélioration des milieux de vie, une meilleure gouvernance municipale, l'égalité des sexes, les pratiques innovantes dans la gestion de l'eau et de l'assainissement ainsi que la sécurité au travail, entre autres.

A travers CIFAL-Ouagadougou, l'ACBF renforce les capacités des acteurs locaux dans les pays africains francophones dans la gestion efficace de la prestation des services publics et dans les pays anglophones à travers CIFAL-Durban. Les centres offrent une série d'événements régionaux, nationaux et internationaux de formation sur les solutions durables aux défis rencontrés par les autorités locales.

Par exemple, avec l'appui de l'ACBF, CIFAL-Durban a réussi à promouvoir le partage des connaissances et le développement des compétences parmi les 432 fonctionnaires du gouvernement local de 234 conseils dans 17 pays.

## CONNAISSANCES ET APPRENTISSAGE

### **L'ACBF forme les bénéficiaires de subventions sur les principes de passation de marchés en vue d'améliorer la gestion des subventions**

Des recherches ont démontré qu'environ 75% des fonds publics sont utilisés pour l'acquisition de biens, travaux et services de conseils et autres que de conseil. Il est généralement admis que les bons systèmes et procédures de passation de marchés sont des composantes stratégiques de l'utilisation appropriée du budget et de la gestion efficace des dépenses. En effet, les bonnes pratiques de passation de marchés jouent un rôle important dans la mise en œuvre efficace et réussie des projets. Les gouvernements et les contribuables veulent voir les résultats des dépenses des fonds publics dans la passation des marchés de biens, travaux et services. Économie et efficacité sont donc les principaux objectifs dans la passation des marchés publics au niveau national.

C'est pour ces raisons que l'ACBF a jugé essentiel de renforcer les capacités de passation des marchés dans les projets qu'elle finance et de veiller à ce que les projets/institutions financés par l'ACBF développent des fonctions de passation de marchés institutionnalisés pour l'utilisation efficace des ressources de subvention. À cet égard, l'ACBF a organisé une formation d'une semaine à Harare (Zimbabwe) pour 65 organisations nationales et régionales en Afrique appuyées par des subventions de l'ACBF.

La formation était nécessaire pour s'assurer que les meilleures pratiques de passation des marchés soient employées dans la gestion de la passation des marchés, en conformité avec les accords entre l'ACBF et ses bénéficiaires. Le programme de formation a également été conçu en vue d'encourager le réseautage et le partage d'expériences pratiques de passation des marchés et de défis communs entre les bénéficiaires et de leur fournir les outils pour relever au mieux les défis liés à la passation des marchés.

M. Peter Juma, coordonnateur de projet au Projet de renforcement des capacités du Sud-Soudan (SSCAP), l'un des participants à la formation a déclaré que celle-ci était opportune. « Peu de gens comprennent les détails des procédures de passation des marchés. La formation a été une révélation pour moi. Elle m'a permis de comprendre les procédures de passation des marchés de l'ACBF et pourquoi nous devons les respecter. En suivant les critères énoncés, nous faisons faire des économies à l'organisation en veillant à ce que nous opérons dans les limites de notre budget.

Pour Nafi Chinery, spécialiste en renforcement des capacités au Fonds de développement des femmes africaines (AWDF), basé au Ghana, la formation a permis aux participants d'être au même diapason que l'ACBF quant à ce que la Fondation exige des bénéficiaires. « Cette formation contribuera à ce que nous atteignons l'économie, l'efficacité, la transparence et la responsabilité dans nos fonctions de passation de marchés au sein de l'AWDF. »

« En Afrique, nous veillons à ce que tous les

processus soient transparents afin de mettre en échec les vices tels que la corruption. Je suis heureux de voir que l'ensemble des principes de base gagnent l'adhésion de tous: la transparence, la responsabilité, le professionnalisme, le rapport qualité/prix, l'équité et la compétitivité », a ajouté Kennedy Bwalya, Directeur de programme au sein du Programme de gestion des politiques économiques à l'Université de Zambie.

À la fin du programme, le consensus général était que la formation sur l'approvisionnement a amélioré les compétences et les connaissances des participants dans l'ensemble des connaissances, des principes de base, procédures et tendances de passation des marchés dans l'élaboration des contrats de marchés publics. Il a permis aux bénéficiaires d'acquérir une meilleure compréhension de la façon de procéder à la passation des marchés en suivant les procédures et les exigences prescrites par l'ACBF. Les participants ont également pu démontrer qu'ils comprenaient les principes de base de la passation des marchés : le professionnalisme, la transparence, le rapport qualité/prix, la responsabilité, l'équité et la compétitivité et qu'ils étaient capables de mettre en œuvre ces principes dans leur travail.

## NOS RESSOURCES

### **Le RICA 2015 traitera des capacités de mobilisation des ressources intérieures**

La mobilisation des ressources intérieures (MRI) est cruciale pour les efforts d'augmentation des ressources nécessaires pour financer efficacement et durablement le développement de l'Afrique.

Ayant en toile de fond la diminution de l'aide des bailleurs de fonds, des investissements étrangers imprévisibles et des recettes d'exportation plus faibles, les pays africains doivent chercher des voies alternatives et innovantes de collecte de MRI pour mettre en œuvre le programme de développement de l'Afrique pour l'après-2015 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA). Ces ressources peuvent être exploitées à partir de l'épargne privée, des envois de fonds tels que la fiscalité et l'investissement local, entre autres.

L'ACBF prend les mesures nécessaires pour appuyer les efforts nationaux et continentaux sur la meilleure façon de mobiliser des ressources intérieures et de la façon d'aborder les contraintes de MRI.

Le Rapport 2015 sur les capacités en Afrique (RICA), la publication phare de la Fondation, qui sera lancé plus tard cette année, met l'accent sur les impératifs des capacités de mobilisation des ressources et souligne que la mobilisation des ressources intérieures en Afrique est cruciale pour réaliser les programmes de développement continentaux et internationaux.

Dans ses conclusions préliminaires, il stipule que les pays africains ne doivent pas dépendre seulement de l'aide des bailleurs de fonds étant donné que la plupart des pays donateurs ont manqué d'honorer entièrement leur engagement initial de fournir 0,7% du revenu national brut (RNB). La MRI est également nécessaire parce que les pays dépendants de l'aide ont tendance à être plus sensibles aux priorités des donateurs qu'aux leurs propres. En outre, les flux financiers externes peuvent être imprévisibles.

D'autre part, les flux de l'investissement étranger direct (IED) sont plus susceptibles de répondre aux objectifs de profit des entreprises privées vu que les envois de fonds souvent utilisés pour la consommation immédiate et non pour les investissements dans les infrastructures à long terme.

Les résultats préliminaires du RICA indiquent que l'Afrique a un important potentiel de MRI inexploité vu que les recettes fiscales intérieures mobilisées sont en augmentation et demeurent plus abondantes que les flux financiers externes. En outre, les flux financiers illicites (FFI), s'ils sont contrôlés, peuvent constituer des ressources importantes pour le continent.

Cependant, malgré d'encourageants résultats obtenus, les pays africains font face à divers défis de MRI, les faibles capacités étant le plus important. Le manque de capacités adéquates dans les pays les empêche de mobiliser efficacement les

ressources intérieures.

Les faibles capacités institutionnelles et humaines nécessaires pour intensifier la MRI se traduisent par une assiette fiscale étroite pour les pays, des niveaux élevés de fuite des capitaux, l'évasion fiscale et l'évitement fiscal ainsi que la prolifération des exonérations fiscales. Les pays manquent aussi de capacités humaines et financières, techniques, juridiques et réglementaires et de lutte contre les FFI. Un mauvais climat d'affaires entrave également les niveaux de bénéfices imposables.

Malgré ces défis, avec les bonnes stratégies, il est possible de renforcer les capacités de l'Afrique pour intensifier la MRI à condition que les intervenants jouent leur rôle efficacement. Ils doivent appuyer les efforts des pays et des organisations régionales et continentales dans le renforcement des capacités nécessaires pour intensifier la MRI. L'appui politique et financier des États africains et des principaux partenaires et parties prenantes aux institutions de renforcement des capacités est nécessaire pour que celles-ci réussissent dans leurs efforts pour développer et renforcer les capacités des pays africains à mieux mobiliser les ressources.



## ÉVÈNEMENTS

**02-04 septembre :**

**24e Assemblées annuelles du Conseil des gouverneurs de l'ACBF: Addis-Abéba, Ethiopie**

**08 septembre :**

**Forum mondial des enfants sur l'Afrique australe: Pretoria, Afrique du Sud**

**14-15 septembre :**

**Premier atelier sous-régional sur la réduction des flux financiers illicites (FFI) de l'Afrique: Nairobi, Kenya**

**14-18 septembre :**

**2015 année internationale de l'évaluation et atelier de renforcement des capacités d'évaluation: Harare, Zimbabwe**

**28 septembre :**

Atelier annuel de coordination pour les sous-bénéficiaires de l'ACBF sur la lutte antitabac: Harare, Zimbabwe

**29 septembre :**

56e réunion du Conseil d'administration de l'ACBF: réunion virtuelle

**05-11 octobre**

Assemblées annuelles 2015 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

**06 octobre :**

Forum exécutif de l'Institut de gestion macroéconomique et financière de l'Afrique orientale et australe (MEFMI) à l'intention des ministres des Finances et de la Planification, secrétaires aux Finances à la Planification et gouverneurs des banques centrales: Lima, Pérou

**06-08 octobre :**

Premier Forum de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) des mines et du pétrole sur la valorisation des minéraux d'Afrique de l'Ouest et des ressources pétrolières travers la coopération régionale: Accra, Ghana